



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 09 janvier 2023

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Inflation** : en décembre, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'établit à 1,8 % en g.a. (2 % en moyenne sur l'année), l'Indice des Prix à la Production (IPP) se contracte de 0,7 % en g.a. (4,1 % en moyenne annuelle)

**Crédit et masse monétaire** : hausse des nouveaux prêts aux entreprises en décembre, mais ralentissement de la croissance du TSF ; l'e-CNY est désormais inclus dans la masse monétaire

**Réserves de change** : légère hausse des réserves de change en décembre à 3 128 Mds USD

**Fonds souverain** : le fonds China Investment Corporation (CIC) devient le plus important au monde

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Finance** : Jack Ma ne contrôle plus Ant Group, qui renforce sa séparation avec Alibaba

**Régulation** : le président de la CBIRC annonce que la campagne de « rectification » des activités financières des entreprises du numérique arrive à son terme

### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**Commerce bilatéral** : hausse du déficit bilatéral sur les onze premiers mois 2022

**Chaînes de valeur** : deux entreprises américaines d'électronique envisageraient de délocaliser leur approvisionnement hors de Chine

**Contrôle des exportations** : publication d'un projet de révision du catalogue des technologies faisant l'objet d'interdiction ou de restriction à l'exportation

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Automobile** : les ventes de véhicules à énergies nouvelles (VEN) connaissent une progression de 93,4 % en 2022

**Economie numérique** : TikTok écope d'une amende de 5 M EUR en France

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Energie** : accords bilatéraux et échanges commerciaux en matière d'énergies fossiles : gaz naturel avec le Turkménistan, exploration marine gazière et pétrolière avec les Philippines, pétrole avec l'Afghanistan, charbon avec l'Australie

**Environnement** : révision de la loi sur la protection environnementale du milieu marin

**Environnement** : publication des plans et directives visant à lutter contre la désertification et l'érosion des sols

**Transport** : hausse significative du transport des passagers depuis le début de déplacements massifs pour la période du nouvel an chinois

**Transport aérien** : forte baisse du trafic en 2022, la CAAC présente ses ambitions pour 2023

## Actualités régionales [\(ici\)](#)

**Shanghai** : plan d'action pour la promotion de la finance verte

**Shanghai** : la ville se fixe un objectif de croissance du PIB supérieur à 5,5 % en 2023

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Macroéconomie** : la banque Natixis estime le coût de l'épidémie et de la stratégie zéro-Covid à 27 Mds USD pour l'économie hongkongaise

**Emploi** : le Conseil exécutif approuve la première revalorisation du salaire minimum depuis 4 ans

**Tourisme** : les autorités hongkongaises lanceront d'importantes offres promotionnelles après la fin du nouvel an lunaire afin de relancer le tourisme

**Finance verte** : le gouvernement hongkongais réalise la plus importante émission obligataire verte en Asie à ce jour, levant l'équivalent de 5,75 Mds USD

**Place financière** : l'Asian Financial Forum est de retour en format présentiel avec 2 000 participants lors de la première journée

### Macao

**Commerce extérieur** : les importations de Macao ont diminué de 8,1 % au cours des onze premiers mois de l'année 2022

**Tourisme** : des billets de bus et de ferry offerts aux résidents hongkongais

## Taiwan [\(ici\)](#)

**Sanctions américaines** : Taiwan cherche à participer aux négociations sur les différends commerciaux sino-américains

**Finance** : Nouvel accord financier entre la FSC et l'ACPR Industrie

**Climat** : Adoption de la loi sur la réponse aux changements climatiques

## Mongolie [\(ici\)](#)

**Politique** : désignation d'un nouveau ministre de l'Économie

**Exportations** : augmentation drastique des exportations du pays en 2022

**Frontière** : *réouverture de la frontière avec la Chine*

**Digital** : *mise en place d'un plan sur le long terme pour digitaliser l'économie mongole*

**Banque** : *débat pour permettre l'arrivée de banques d'investissements étrangères*

# Chine continentale

## Conjoncture

**Inflation : en décembre, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'établit à 1,8 % en g.a. (2 % en moyenne sur l'année), l'Indice des Prix à la Production (IPP) se contracte de 0,7 % en g.a. (4,1 % en moyenne annuelle)**

Selon le Bureau National des Statistiques (NBS), la croissance de l'[IPC](#) augmente légèrement en décembre, à 1,8 % en g.a. (contre 1,6 % en novembre). Cette hausse s'explique principalement par l'évolution des prix alimentaires, qui augmentent de 4,8 % en g.a. en décembre (contre 3,7 % le mois précédent), quand l'évolution des prix non alimentaires est à nouveau stable par rapport au mois précédent (+1,1 % en g.a.). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et alimentaires) augmente très légèrement de 0,1 point à 0,7 % en g.a. en décembre, mais demeure très faible en raison d'une demande agrégée atone. D'un mois sur l'autre, l'IPC est parfaitement stable.

Sur l'ensemble de l'année 2022, l'inflation en Chine atteint 2 % en moyenne, en dépit de la volatilité des prix alimentaires et énergétiques, soit un niveau inférieur à la cible de 3 % de la PBoC.

Par ailleurs, en décembre, l'[IPP](#) demeure en contraction mais celle-ci se réduit, à -0,7 % en g.a. (contre -1,3 % en novembre). Cette évolution s'explique notamment par un effet de base et par la moindre contraction du prix des moyens de production (-1,4 % en g.a. en décembre, contre -2,3 % en novembre). Le prix d'achat des matières premières repasse en croissance positive, à 0,3 % (contre -0,6 % le mois précédent).

En 2022, la croissance des prix industriels atteint 4,6 % en moyenne en Chine, en raison des forts taux de croissance enregistrés tout au long du premier semestre, dans un contexte de forte hausse du prix des matières premières au niveau mondial.

**Crédit et masse monétaire : hausse des nouveaux prêts aux entreprises en décembre, mais ralentissement de la croissance du TSF ; l'e-CNY est désormais inclus dans la masse monétaire**

La croissance de [l'encours de financement de l'économie](#) (« *Total social financing* », TSF) continue de ralentir à 9,6 % en g.a. en décembre (contre +10 % en g.a. en novembre), cet encours s'établissant à 344 210 Mds RMB. Cette évolution est principalement due au fort fléchissement de l'encours des obligations d'entreprises (+3,6 % en g.a. en novembre contre +6,3 % en g.a. en novembre) et, dans une moindre mesure, de l'encours des obligations gouvernementales (+13,4 % en g.a. en novembre contre +15,4 % en g.a. en novembre).

La croissance des crédits bancaires (le composant principal du TSF, avec 61,7 % du total) s'établit à +10,4 % en g.a. en décembre (contre +10,8 % en g.a. en novembre). Dans le détail, les banques ont accordé 1435 Mds RMB de nouveaux prêts en RMB en décembre (contre +1210 Mds RMB en novembre), dépassant les anticipations du consensus. Concrètement :

- i) Les crédits bancaires aux entreprises à moyen et long terme augmentent fortement, de 1211 Mds RMB en décembre (contre +737 Mds RMB en novembre, et +339 Mds RMB en décembre 2021), du

fait du soutien massif des autorités à l'activité, et des mesures visant à améliorer le financement des acteurs du secteur immobilier, et des infrastructures.

- ii) Les nouveaux crédits bancaires aux ménages à moyen et long terme (notamment les prêts hypothécaires) augmentent de 187 Mds RMB en décembre (contre +210 Mds RMB en novembre), et restent encore à un niveau significativement inférieur par rapport à la même période de l'année précédente (+356 Mds RMB en décembre 2021).

En décembre, l'agrégat de masse monétaire M2 croît de 11,8 % en g.a. (contre +12,4 % en g.a. en novembre) et l'agrégat M1 de +3,7 % en g.a. (contre +4,6 % en novembre). L'élargissement de l'écart entre M2 et M1 est alimenté notamment par la croissance toujours importante des dépôts des ménages à long terme, à +2 890 Mds RMB en novembre (contre +2250 Mds RMB en novembre).

Pour la première fois, la PBoC inclut sa monnaie numérique de banque centrale, l'e-CNY, dans l'agrégat M0, qui comprend les pièces et billets en circulation. Cet encours d'e-CNY en circulation atteint fin décembre 13,61 Mds RMB (soit 0,1 % de l'encours total de M0, qui s'établit à 10 470 Mds RMB).

Pour mémoire, fin août 2022, le montant cumulé des transactions réalisées via le e-CNY depuis son lancement avait dépassé le montant de 100 Mds RMB ([voir les Brèves du SER de Pékin de la semaine du 10 octobre](#)).

Sur l'année 2022, l'encours de financement total atteint un nouveau record, à 21 310 Mds RMB (contre 19 950 Mds RMB en 2021). Cette augmentation de 6,8%, bien supérieure à ce que devrait être le taux de croissance de l'économie (consensus à 2,8% pour l'année), est le reflet de la mobilisation de la politique monétaire en soutien à l'activité et à certains secteurs comme l'immobilier.

### **Réserves de change : légère hausse des réserves de change en décembre à 3 128 Mds USD**

Selon la [State Administration of Foreign Exchange](#) (SAFE), les réserves de change chinoises atteignent à la fin du mois de décembre 3 128 Mds USD, en hausse de 11 Mds USD par rapport au mois précédent (+0,3 % en g.m.). Le léger recul du dollar sur le mois (l'indice DXY diminue de 1,2 % en décembre) permet un léger effet de valorisation sur les actifs de réserves chinois libellés dans d'autres devises que le dollar.

### **Fonds souverain : le fonds China Investment Corporation (CIC) devient le plus important au monde**

D'après le [rapport annuel](#) de Global SWF, le fonds souverain chinois China Investment Corporation (CIC) gérait à la fin de l'année 2022 l'équivalent de 1350 Mds USD, ce qui en fait le fonds souverain le plus important du monde en termes de taille de bilan. Sur l'année 2022, les actifs gérés par le fonds ont progressé de 129 Mds USD, ce qui a permis à CIC de dépasser le fonds souverain norvégien.

Créé en 2007 par le ministère des finances chinois, CIC a vocation à diversifier l'utilisation d'une partie des réserves en devises de la Chine. Ses investissements sont réalisés dans des classes d'actifs diverses. D'après le [fonds](#), la ventilation de ses actifs à fin 2021 était la suivante : actifs dits alternatifs (hedge funds, immobilier, private equity, etc. ; 47 % des actifs), actions (35,4 %), obligations (15,4 %) et actifs monétaires (2,2%)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Banque et finance

### Finance : Jack Ma ne contrôle plus Ant Group, qui renforce sa séparation avec Alibaba

Le 7 janvier 2023, Ant Group a annoncé modifier les droits de vote des principaux actionnaires. Les droits de vote par actions (*share voting rights*) seront exercés par dix personnes physiques (responsables d'Ant Group, représentants des salariés et fondateur d'Alibaba Jack Ma) indépendamment les uns et les autres, alors que les droits étaient auparavant exercés conjointement par Jack Ma et trois autres personnes agissant de concert. Désormais, plus aucun actionnaire ne contrôlera seul ou conjointement de façon directe ou indirecte Ant Group. Selon certaines estimations, les droits de vote de Jack Ma après le changement seraient passés de 53,46% à 6,20%. En outre, Ant Group n'aura plus d'espoir de se coter en bourse dans l'année car selon les réglementations, en cas de changement de la personne qui contrôle réellement une société, celle-ci doit attendre trois ans pour être cotée sur le main board du A-share market, deux ans sur le STAR market (Sci-Tech innovation board) et un an sur le marché boursier de Hong Kong.

Ant Group a également annoncé qu'il envisageait d'introduire un cinquième directeur indépendant dans le conseil d'administration, les directeurs indépendants devenant majoritaires au sein de ce dernier. Certains hauts responsables du groupe ne seront plus partenaires/associés d'Alibaba, entérinant sa séparation d'avec son actionnaire Alibaba. D'après Ant Group, le changement viserait à améliorer la gouvernance de la société afin d'assurer un développement durable à long terme.

Pour mémoire, les autorités financières chinoises telles que la PBoC, la CBIRC, la CSRC et la SAFE, ont interrogé conjointement Ant Group fin 2020 suite à la suspension de sa mise en cotation en bourse pour cause de mauvaise gouvernance et en proposant des mesures de rectification.

La CBIRC de Chongqing a publié une annonce fin 2022 sur l'accord d'augmentation du capital social de Chongqing Ant Consumer Finance Co., Ltd., filiale d'Ant Group, passé de 8 Mds CNY à 18,5 Mds CNY. Cette augmentation de la capitalisation permettra de renforcer la société pour développer des activités de crédit à la consommation.

### Régulation : le président de la CBIRC annonce que la campagne de « rectification » des activités financières des entreprises du numérique arrive à son terme

Guo Shuqing, secrétaire du comité du parti communiste de la PBoC, et président de la *China Banking and Insurance Regulatory Commission* (CBIRC), a récemment [déclaré](#) que la campagne de « rectification » des activités financières de 14 entreprises du secteur technologique (qui concernait notamment Ant Group/Alibaba et Tencent) est « globalement achevée », ne restant que « quelques problèmes ». Guo Shuqing a également déclaré que supervision du secteur allait être « normalisée », et soutiendra les plateformes pour qu'elles « jouent un rôle plus important dans la création d'emplois et la concurrence internationale ».

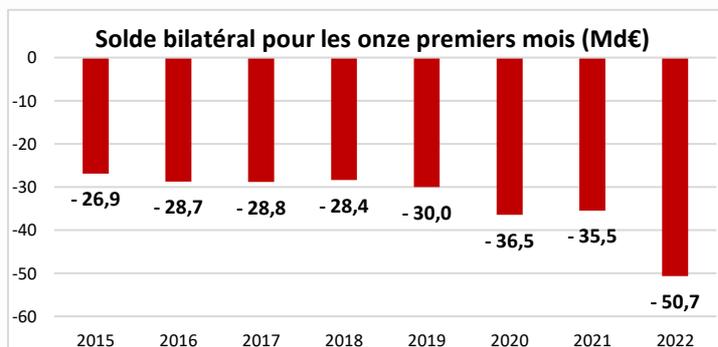
Cette dernière phrase reprend la formulation utilisée lors de la Conférence Centrale sur le Travail économique, qui s'est tenue en décembre dernier et a notamment appelé au développement de l'économie numérique et du rôle joué par les plateformes dans la croissance économique. Les déclarations du président de la CBIRC semblent confirmer la fin de la répression réglementaire des activités financières des plateformes numériques, initiée fin 2020 avec l'annulation de la cotation d'Ant Group, au moment où Jack Ma perd le contrôle du groupe (cf. supra).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Echanges et politique commerciale

### Commerce bilatéral : hausse du déficit bilatéral sur les onze premiers mois 2022 (source : douanes chinoises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont baissé** sur les onze premiers mois de 2022 (-5,3 % en g.a. à 20,9 Md€), après avoir fortement augmenté l'an dernier (+46,6 % en g.a. sur la même période en 2021 dans un contexte de reprise). Outre la baisse des ventes aéronautiques (-17,9 % à 3,2 Md€), lesquelles représentaient 35 % des exportations françaises sur la même période en 2019, les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également baissé (-15,6 % en g.a. à 3,3 Md€) du fait notamment de la forte baisse des ventes de produits de l'élevage (-45,4 % à 586 M€) et de viande (-31,8 % en g.a. à 325 M€). Les exportations françaises de produits de luxe<sup>1</sup> restent stables (+2,1 % en g.a. à 5,8 Md€ en 2022 contre 2,8 Md€ sur les onze premiers mois de 2019).
- **Les importations françaises de biens chinois ont quant à elles fortement augmenté** : +24,3 % en g.a. à 71,6 Md€ du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+19,4 % en g.a. à 19,9 Md€ ; +17,9 % en g.a. à 6,7 Md€ pour les téléphones) et d'équipements électriques et ménagers (+28,1 % en g.a. à 9,3 Md€). Les importations de produits chimiques (+83,5 % en g.a. à 2,9 Md€) ont également enregistré une forte hausse.
- **Le déficit bilatéral de la France devrait se creuser cette année** : à 50,7 Md€ sur les onze premiers mois, il dépasse déjà le record de 40,0 Md€ atteint sur l'ensemble de l'année 2021.



### Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à novembre 2022 :

	Montant (M€)	Evolution en g.a.
<b>Echanges totaux</b>	<b>92 429</b>	<b>+16,1 %</b>
<b>Exportations françaises</b>	<b>20 889</b>	<b>-5,3 %</b>
Matériel de transport	3 491	-17,0 %
Chimie, parfums, cosmétiques	3 480	+6,7 %
Agricole et agroalimentaire	3 264	-15,6 %
<b>Importations françaises</b>	<b>71 540</b>	<b>+24,3 %</b>
Informatique, électronique	19 869	+19,4 %
Textile, habillement, chaussures	10 662	+23,0 %
Equip. électriques et ménagers	9 256	+28,1 %
<b>Balance commerciale</b>	<b>-50,7 Md€</b>	<b>Augmentation du déficit de 42,8 % (+15,2 Md€)</b>

<sup>1</sup> Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

## Chaînes de valeur : deux entreprises américaines d'électronique envisageraient de délocaliser leur approvisionnement hors de Chine

Selon le [Nikkei Asia](#), l'entreprise américaine d'électronique Dell aurait décidé de découpler ses chaînes d'approvisionnement de la Chine, et de cesser de se fournir en semi-conducteurs produits dans le pays d'ici 2024. Le journal rapporte également que l'entreprise américaine d'électronique HP sonderait actuellement ses fournisseurs sur la possibilité de délocaliser hors de Chine les lignes de production et d'assemblage.

Cette nouvelle intervient après une année 2022 marquée par les annonces d'entreprises basées en Chine cherchant à diversifier leurs approvisionnements dans le contexte de la politique zéro-covid, de la guerre en Ukraine et des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine – notamment dans le secteur des semi-conducteurs (voir les brèves du SER de Pékin des [2 mai](#), [26 septembre](#) et du [24 octobre 2022](#)). Un récent sondage réalisé par Container xChange suggère que cette tendance à la diversification des entreprises étrangères devrait profiter à des pays voisins de la Chine, tels que l'Inde et le Vietnam (selon 67 % des répondants). Des entreprises américaines prévoiraient par ailleurs de relocaliser une partie de leur production basée en Chine vers des pays affinitaires (« friend-shoring ») en vue de se prémunir des risques géopolitiques (voir les brèves du SER de Pékin du [29 août 2022](#)).

A ce titre, le conglomérat indien Tata [prévoit](#) de racheter une usine d'iPhones située dans le sud de l'Inde à l'assembleur taiwanais Wistron. Tata deviendrait ainsi la première entreprise indienne à fabriquer des produits de la marque américaine si cette transaction estimée à 600 MUSD venait à voir le jour<sup>2</sup>.

Parallèlement, selon le [dernier numéro](#) de revue semestrielle d'HSBC « Asian Economics Quarterly: Retooling Factory Asia » parue le 11 janvier, la part de la Chine dans les échanges internationaux est en hausse, les biens intermédiaires en provenance de Chine représentant en moyenne 20 % des importations. En conséquence de sa progression dans les chaînes de valeur technologiques, la Chine exporterait désormais plus de biens intermédiaires qu'elle n'en importe.

## Contrôle des exportations : publication d'un projet de révision du catalogue des technologies faisant l'objet d'interdiction ou de restriction à l'exportation

Le 30 décembre 2022, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a [publié](#) un projet de mise à jour du catalogue des technologies faisant l'objet d'interdiction ou de restriction à l'exportation (中国禁止出口限制出口技术目录), ouvert aux commentaires jusqu'au 28 janvier 2023. Les dernières modifications du catalogue datent de [2020](#) et [2008](#).

Le projet de catalogue compte 8 nouvelles entrées interdites à l'exportation (principalement liées aux technologies génétiques), et la suppression de 39 entrées dans des secteurs divers, tels que des techniques agricoles (technologie de production de vin « Moutai ») et des certaines technologies peu sophistiquées («

---

<sup>2</sup> Foxconn, principal assembleur d'iPhones, avait [réaffirmé](#) en novembre 2022 vouloir accroître sa présence en Chine, malgré d'importantes perturbations à cause de la politique sanitaire (le marché intérieur chinois représente 20 % des ventes de l'iPhone). L'entreprise taïwanaise a également lancé la production de l'iPhone 14 en Inde et [testerait](#) actuellement le lancement de la production de l'Apple Watch au Vietnam. Apple a relocalisé une partie de ses sites de production chinoise [d'Airpods](#) début 2020 et [d'iPad](#) en mai 2022 de Chine vers le Vietnam). Apple a relocalisé une partie de ses sites de production chinoise [d'Airpods](#) début 2020 et [d'iPad](#) en mai 2022 de Chine vers le Vietnam).

équipement de surveillance et d’alarme pour les fuites de pétrole »). 39 entrées sont modifiées (clarification ou élargissement du champ des technologies visées).

Ainsi, le nouveau catalogue compte au total 139 entrées, dont 24 technologies faisant l’objet d’une interdiction d’exportation, et 115 technologies sujettes à des restrictions.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Industrie et numérique

### **Automobile : les ventes de véhicules à énergies nouvelles (VEN) connaissent une progression de 93,4 % en 2022**

[D'après l'Association chinoise des constructeurs automobiles](#) (CAAM), les ventes de véhicules à énergies nouvelles (VEN) ont atteint 6,9 M d'unités en 2022, soit une augmentation de 93,4 % par rapport à 2021. La part de marché des VEN en Chine s'est élevée à 25,6 %. Par ailleurs, [d'après le ministère de la Sécurité publique](#), la Chine comptait 13,1 M de VEN sur son territoire fin 2022, soit 4,1 % du total des véhicules en circulation.

Pour mémoire, les véhicules à énergies nouvelles (*Xin Nengyuan Qiche*) sont la terminologie officielle employée par les autorités chinoises pour désigner les véhicules électriques, les véhicules hybrides et les véhicules à hydrogène. En pratique, le secteur des VEN est surtout porté sur les véhicules électriques.

Les VEN sont identifiés parmi les secteurs prioritaires dans les principaux documents de planification économique du gouvernement central, à savoir le plan *Made in China 2025* (publié en 2015) et le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour la période 2021-2025. Ils font également l'objet d'une feuille de route dédiée, publiée en novembre 2020 et qui fixe des objectifs ambitieux à long terme. A l'horizon 2035, ce plan prévoit entre autres que (1) 150 M de VEN seront en circulation ; (2) 50% des véhicules vendus seront des VEN, avec un objectif intermédiaire de 25% en 2025 – dépassé de façon anticipée d'après les dernières statistiques ; (3) l'ensemble des véhicules de transport en commun seront électrifiés.

Les mesures de support des autorités au développement des VEN sont vouées à se poursuivre en 2023. Pour rappel, le Conseil des affaires de l'État avait [prorogé](#), le 19 août 2022, l'exemption de taxe à la consommation pour les VEN d'une année additionnelle, jusqu'au 31 décembre 2023. Il s'agit du troisième allongement de cette mesure initiée en 2014 pour encourager les ventes de VEN. Par ailleurs, le soutien à la consommation de VEN a été mentionné parmi les axes de politique économique pour l'année 2023 lors de la Conférence Centrale sur le Travail Economique qui s'est tenue en décembre 2022.

### **Economie numérique : TikTok écope d'une amende de 5 M EUR en France**

Le 12 janvier, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a [annoncé](#) avoir sanctionné TikTok d'une amende de 5 M EUR le 29 décembre 2022. La CNIL invoque deux raisons pour justifier sa décision : (i) les utilisateurs du site web de TikTok ne sont pas en mesure de refuser les cookies aussi facilement que de les accepter ; (ii) ils ne sont pas informés de façon suffisamment précise des objectifs des différents cookies. Pour mémoire, les cookies sont des traceurs informatiques pouvant servir – entre autres – à proposer des publicités ciblées aux internautes.

Cette annonce de sanction fait suite à une enquête menée par la CNIL entre mai 2020 et juin 2022, qui a constaté des manquements aux obligations prévues par l'article 82 de la loi Informatique et Libertés. Il s'agit de la première pénalité de TikTok en France relative à la protection des données personnelles.

Par ailleurs, le PDG de TikTok a [échangé](#) avec des représentants officiels de l'Union européenne le 10 janvier à l'heure où le réseau social fait face à des pressions croissantes aux Etats-Unis et à des investigations des régulateurs européens en Irlande.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## Développement durable, énergie et transports

### **Energie : Accords bilatéraux et échanges commerciaux en matière d'énergies fossiles : gaz naturel avec le Turkménistan, exploration marine gazière et pétrolière avec les Philippines, pétrole avec l'Afghanistan, et charbon avec l'Australie**

Ce début d'année 2023 a marqué la reprise du dialogue entre la Chine et ses partenaires en matière d'énergie. A l'occasion des visites des présidents turkmène et philippin à Pékin, des accords bilatéraux en matière d'énergie, d'infrastructures et de connectivité ont été conclus, notamment la fourniture de gaz naturel du Turkménistan vers la Chine et la reprise du dialogue sur l'exploration conjointe sino-philippine de gaz et de pétrole en mer de Chine méridionale. Par ailleurs, une entreprise chinoise a conclu le premier accord international du gouvernement Taliban en Afghanistan depuis sa prise de pouvoir, visant à obtenir les droits d'exploitation d'un champ pétrolifère pour 25 ans, tandis que les importations de charbon provenant d'Australie sont en passe de reprendre, après une interdiction décidée par la Chine mi-2020<sup>3</sup>.

A l'occasion de la visite du président du Turkménistan en Chine du 5 au 6 janvier 2023, Serdar Berdimuhamedov et Xi Jinping se sont accordés sur l'approfondissement des relations bilatérales des deux pays en un futur partenariat stratégique, et sur la poursuite de la coopération dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie (BRI). Des accords ont été conclus dans divers domaines (gaz naturel, développement vert, connectivité, économie numérique, santé, culture, sports et éducation). Dans le domaine énergétique, [le communiqué du Ministère chinois des Affaires étrangères](#) souligne l'intensification des échanges de gaz naturel, pierre angulaire de la coopération entre les deux pays, avec la mise en œuvre de la deuxième phase du développement du champ gazier Renaissance et de la construction de la ligne D du gazoduc Chine-Asie centrale. Les énergies vertes et les technologies énergétiques ont également été abordées. En termes de connectivité, les dirigeants ont échangé sur la signature d'un accord intergouvernemental sur le transport routier international et le renforcement du fret ferroviaire et multimodal en Asie Centrale. La tenue prochaine d'un sommet Chine + Asie Centrale (C+C5) a également été évoquée. Pour rappel, le Turkménistan est [l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de la Chine](#), représentant 59% des importations chinoises par gazoduc en 2021. Sur les 11 premiers mois de 2022, les importations ont atteint 9,3 Mds USD (23,03 Mt), soit +52% par rapport à la même période en 2021 (6,2 Mds USD). Avec la complétion de la ligne D du gazoduc Chine-Asie Centrale, les flux de gaz provenant du Turkménistan pourraient plus que doubler d'ici 2030 (passant de 30 à 70 Mds m<sup>3</sup>).

Xi Jinping a également [rencontré son homologue philippin](#), Ferdinand Marco, en visite à Pékin du 3 au 5 janvier 2023. La Chine est le premier partenaire commercial des Philippines (26,6 Mds USD d'importations en provenance de Chine sur les 11 premiers 2022, et 11,5 Mds USD d'exportations vers la Chine sur la même période). A cette occasion, [14 accords ont été signés](#) (dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, de la coopération dans le cadre de la BRI, de la coopération digitale, des infrastructures, de la finance, des douanes, et du tourisme) et 4 priorités de coopération ont été identifiées : l'agriculture, les infrastructures, les échanges humains, et l'énergie (incluant les énergies fossiles, le solaire, l'éolien et les véhicules électriques). Les dirigeants se sont aussi accordés sur la reprise des discussions concernant le développement conjoint du pétrole et du gaz en mer de Chine méridionale, un accord qui avait déjà été signé avec le Président Duterte (prédécesseur de F. Marco) et qui n'avait pas abouti. La reprise du dialogue pourrait apaiser les tensions dans cette région, qui se cristallisent notamment autour de la question de l'exploration de pétrole et de gaz près de l'îlot de Reed Bank. Cet îlot avait fait l'objet

---

<sup>3</sup> En réaction à la demande australienne de l'ouverture d'une enquête indépendante sur la gestion de la pandémie de covid-19 par la Chine.

d'une dispute territoriale entre les deux pays, que la Cour Internationale de Justice de la Haye avait tranché en faveur des Philippines en 2016, décision que n'avait pas reconnue la Chine. Peu après la visite du Président philippin en Chine, la Cour Suprême des Philippines a par ailleurs déclaré inconstitutionnel un accord de 2005 entre la Chine, les Philippines et le Vietnam pour l'exploration de pétrole en mer de Chine méridionale, arguant du fait que l'exploration de pétrole dans les eaux philippines doit être effectuée par des entreprises majoritairement possédée par des acteurs philippins.

Par ailleurs, un [accord d'exploitation pétrolière](#) a été signé entre le gouvernement taliban d'Afghanistan et l'entreprise China's Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC, appartenant à la China National Petroleum Corporation (CNPC)). L'entreprise investira 540 MUSD pour obtenir les droits d'exploitation sur 25 ans dans le bassin de l'Amou-Daria, pour une quantité de 1000 tonnes par jour de pétrole, qui montera à terme à 20 000 tonnes par jour. C'est le premier contrat commercial majeur conclu par le gouvernement taliban, toujours considéré comme illégitime par la majeure partie de la communauté internationale, avec une société étrangère depuis son arrivée au pouvoir en 2021. Un contrat similaire avait été signé entre CNPC et le précédent gouvernement afghan en 2011, mais n'avait jamais abouti. Pour rappel, la Chine est le premier importateur mondial de pétrole brut, elle en a importé 210 Mt en 2021, l'Arabie Saoudite étant son premier fournisseur (17% en 2021), suivi par la Russie (16% en 2021), et l'Irak (10% en 2021).

Enfin, la NDRC a autorisé quelques entreprises énergétiques et sidérurgiques à [reprendre les importations de charbon d'Australie](#), mettant fin à l'interdiction imposée par la Chine depuis mi-2020. Cette levée d'interdiction permet à la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement et de stabiliser les prix du charbon. L'Australie, 1<sup>er</sup> fournisseur (50 % des importations chinoises) de la Chine en charbon avant la mise en place du boycott chinois mi-2020, ne fournit désormais plus que 1 % des importations chinoises, loin derrière la Russie (38 %, contre 13 % en 2019), l'Indonésie (25 %), et la Mongolie (16 %). Malgré cette reprise des échanges, il n'est pas certain que les importations australiennes de charbon reviennent à leur niveau pré-2020, étant donné la rupture de confiance entre les deux partenaires, l'avantage compétitif du charbon thermique russe (mais pas forcément du charbon à coke), et la réorientation du charbon australien vers d'autres clients.

## **Environnement : Révision de la loi sur la protection environnementale du milieu marin**

[Un projet de révision de la loi sur la protection environnementale du milieu marin](#) (*Marine Environment Protection Law*, 海洋环境保护法) a été soumis au Comité Permanent de l'assemblée nationale populaire le 27 décembre 2022. Cette loi, passée en 1982, a déjà été révisée à 4 reprises (1999, 2013, 2016, 2017). Cette dernière révision appelle à :

- [renforcer le contrôle de la pollution d'origine terrestre](#), dans la lignée de la loi sur la prévention et le contrôle de la pollution environnementale par les déchets solides ;
- [mieux protéger la biodiversité](#) (amélioration du système de compensation des dommages écologiques, augmentation des transferts financiers pour les aires maritimes protégées, préservation de la biodiversité, contrôle de la pollution) ;
- [renforcer les contraintes environnementales des projets de construction marins et côtiers](#) (éviter les impacts sur la biodiversité marine, l'érosion ou les dommages environnementaux) ;
- [mieux contrôler les déversements de déchets](#) dans les milieux marins (obligation de permis élargie à plus d'acteurs, responsabilité de ces acteurs en cas de pollution et de dommages environnementaux, surveillance renforcée des opérations de déversements) ;

- mieux contrôler la pollution et les dommages causés par les navires (contrôle du rejet des eaux de ballast et des sédiments, construction d'infrastructures pour le traitement de ces rejets, transport maritime à faible émission carbone et élimination des navires anciens polluants et énergivores, rénovation d'installations portuaires alimentées en électricité) ;
- améliorer la supervision de l'environnement marin (évaluation de la qualité et des ressources des écosystèmes, système de gestion global pour les zones maritimes clés, optimisation des normes environnementales, renforcement de la prévention et de la réponse aux urgences).

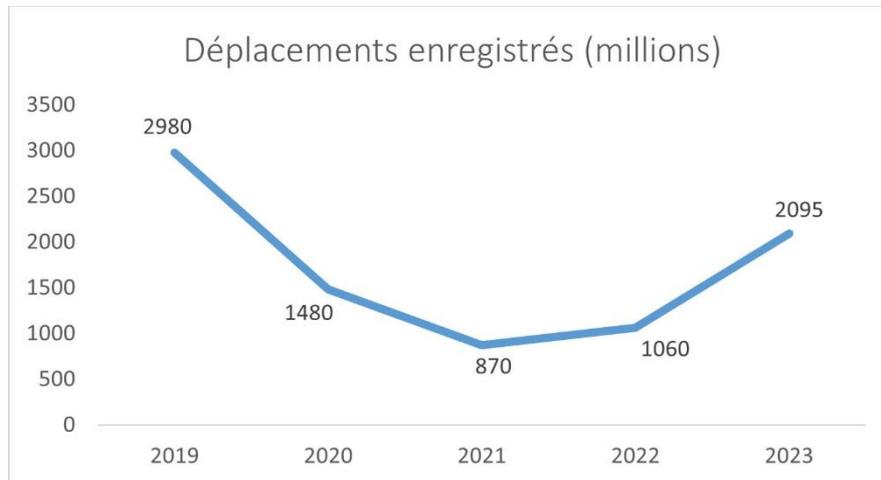
### **Environnement : publication des plan et directive visant à lutter contre la désertification et l'érosion des sols**

L'administration nationale des Forêts et des Prairies (NFGA), conjointement avec 6 autres ministères, a récemment [publié](#) un plan décennal (2021-2030) sur la prévention de la désertification et le traitement des zones désertifiées, dans la continuité des deux précédents plans pluriannuels (périodes 2005-2010 et 2011-2020) mis en place depuis l'entrée en vigueur de la loi anti-désertification. Le nouveau plan précise une méthode de traitement ciblée par catégorie de zones sablonneuses et insiste sur la protection des milieux naturels désertiques tels que les déserts de Gobi. Il prévoit de restaurer, d'ici 2030, 12,4 M d'hectares de zones désertifiées ainsi que de mettre sous protection 6 M d'hectares de terres désertifiées pour lesquelles les conditions actuelles ne permettent encore de procéder à une restauration. La NFGA a publié en parallèle une [version révisée](#) de la réglementation relative aux parcs naturels désertiques. A titre d'information, les autorités centrales ont investi en 2021 et 2022 plus de 20 Mds RMB au total dans des projets de lutte contre la désertification.

Parallèlement, le Conseil des Affaires de l'Etat et le Comité Central du PCC ont [publié](#) des lignes directrices relatives au « renforcement de la conservation de l'eau et des sols à la nouvelle ère ». Elles fournissent des grandes orientations à court et à moyen terme jusqu'en 2035, au-delà du dernier [plan](#) de quinze ans (2015-2030) sur la lutte contre l'érosion hydrique des sols. Selon la directive, le taux de conservation des eaux et des sols devrait atteindre 75 % d'ici 2035 contre 71 % en fin 2021, basé sur une vitesse d'amélioration annuelle de seulement 0,2 point de pourcentage en moyenne au cours des trois dernières années. Il est également à [rappeler](#) que les niveaux de conservation dans les différentes provinces en Chine sont loin d'être homogènes, avec plus de 90 % dans les régions côtières telles que Zhejiang et Fujian et moins de 60 % dans le grand nord-ouest comme Xinjiang et Mongolie intérieure.

### **Transport : hausse significative du transport des passagers depuis le début de déplacements massifs pour la période du nouvel an chinois**

Le ministère chinois des Transports (MoT) a lancé le 7 janvier, à l'occasion du début officiel des déplacements massifs pendant la période du nouvel an chinois (« 春运 chūnyùn »), une [rubrique spéciale](#) dédiée à la publication de nouvelles et statistiques relatives à cette gigantesque migration humaine. Dans l'attente d'un rebondissement significatif suite à la quasi-disparition des mesures sanitaires en Chine, le MoT a [annoncé](#) que le nombre total de déplacements pendant les 40 jours de « chunyun » devrait s'établir à 2,1 Mds de personnes, soit un doublement par rapport au niveau 2022 et l'équivalent de 70,3 % du niveau 2019 (voir graphique ci-dessous). Au cours des cinq premiers jours, les données officielles ont déjà relevé plus de 182 M de voyageurs dont plus de 95 % ont emprunté la route et les chemins de fer.



### Transport aérien : forte baisse du trafic en 2022, la CAAC présente ses ambitions pour 2023

Le 6 janvier 2023, à l'occasion de la conférence annuelle sur les travaux de l'aviation civile, l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [a présenté](#) le bilan de l'année 2022 et ses ambitions en termes de reprise du trafic pour 2023. En 2022, le secteur du transport aérien en Chine a réalisé un volume d'activité de 59,93 milliards de tonnes-kilomètres, ce qui représente 46 % de l'activité de 2019 et une baisse de 30 % par rapport à 2021. Le transport de personnes a enregistré une forte baisse : 250 millions de personnes ont été transportées, ce qui représente 38 % du volume de personnes transportées en 2019, ainsi qu'une baisse de 43 % par rapport à 2021. Le volume de marchandises transportées a quant à lui atteint 6,08 millions de tonnes, soit 81 % du niveau de 2019 et une baisse de 0,2 % par rapport à 2021.

La CAAC a présenté un objectif de reprise ambitieux à 75% du niveau de 2019 dans le courant de l'année 2023, avec un volume total de transport de 97,6 milliards de tonnes-kilomètres, un volume de passagers de 460 millions de personnes et un volume de marchandises transportées de 6,17 millions de tonnes. Concernant les liaisons internationales, Liang Nan, directrice du département des transports de la CAAC, [a précisé](#) le 10 janvier que 563 vols internationaux étaient prévus pour la semaine du 9 janvier, et que ce nombre pourrait passer à 1 000 par semaine à la mi-février, puis de 1 300 à 2 300 à la fin mars, pour finalement atteindre 7 300 à la fin 2023 (soit environ 80% du niveau de 2019).

Plusieurs compagnies chinoises prévoient la reprise de fréquences internationales pour la fête du printemps (période de jours fériés en janvier). La priorité est donnée aux destinations populaires en Asie, en particulier Hong Kong, Macao, la Corée du Sud, le Japon, Singapour et la Thaïlande. D'après la CAAC, près de 40 compagnies chinoises et internationales auraient déposé des demandes pour la reprise de 700 vols hebdomadaires, vers et à destination de 34 pays, entre la fin janvier et février 2023.

Mme Liang Nan a néanmoins précisé que la reprise des liaisons internationales sera plus lente que les liaisons domestiques, étant conditionnée à de multiples facteurs comme la reprise de la demande, la coordination avec les compagnies, l'allocation de créneaux, la délivrance des approbations gouvernementales ou encore les capacités aéroportuaires.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Actualités régionales

### Shanghai : plan d'action pour la promotion de la finance verte

Shanghai a publié le 9 janvier un plan d'action pour la promotion de la finance verte, « afin de faire avancer la transformation globale de l'économie et de la société, en faveur de l'écologie et de la réduction des émissions de carbone ».

Le plan prévoit, d'ici 2025, la mise en place par le secteur bancaire et des assurances de Shanghai d'un système de services écologiques de financement vert compatible avec le pic de carbone. Plus précisément, 30 tâches clés dans huit domaines différents sont mises en avant : un déploiement actif de la stratégie de développement de la finance verte, l'optimisation de la promotion de la finance verte, des services pour le développement vert dans les zones clés, la stimulation de l'innovation, l'exploration des modèles de coopération de la finance verte, l'amélioration continue des systèmes de gestion des risques, la construction d'un système de normes de finance verte et la création d'un bon environnement externe pour le développement de la finance verte.

L'efficacité des services complets de financement vert devrait être améliorée. Le montant des financements verts devrait atteindre à 1500 Mds CNY (221 Mds USD), tandis que l'assurance verte devrait voir sa couverture considérablement élargie avec un montant cible de plus de 1500 Mds CNY. Un développement régulier est envisagé pour les obligations vertes, les fonds, les fiducies, la gestion des capitaux, le crédit-bail et autres activités de finance verte. La capacité d'innovation de la finance verte sera améliorée grâce à l'enrichissement continu des produits financiers verts et des dérivés. Le système de finance verte de Shanghai vise à devenir une référence reproductible et extensible, selon le plan.

Le plan d'action encouragera la convergence des normes de financement vert dans le pays et à l'étranger, contribuera à améliorer les services de la ville en tant que centre financier international, soutiendra le développement de la zone de démonstration du développement écologique et vert intégré du delta du Yangtze et encouragera la construction d'une zone pilote nationale de réforme du financement vert à Shanghai.

Enfin, le plan suggère également d'établir un mécanisme de publication des informations ESG qui soit conforme aux normes internationales. Chaque établissement bancaire et d'assurance sera incité à prendre l'initiative de publier sa stratégie de financement vert, par des canaux tels que les rapports annuels, les rapports ESG et les sites internet officiels, et à établir un système de réponse aux plaintes concernant les événements présentant des risques importants pour ses financements verts.

Source : [Shanghai promotes strong green finance goals, pushing low-carbon transformation - SHINE News](#)

### Shanghai se fixe un objectif de croissance du PIB supérieur à 5,5 % en 2023

Shanghai s'est fixé un objectif de croissance du PIB supérieur à 5,5 % pour 2023, a déclaré le 11 janvier 2023 le maire de Shanghai, Gong Zheng, en présentant le rapport de travail du gouvernement municipal lors de la 16<sup>ème</sup> assemblée populaire municipale de Shanghai. La ville vise également une croissance de son budget local de 5,5 % en 2023 et une intensité des dépenses de R&D (dépenses de R&D en pourcentage du produit intérieur brut) qui atteigne environ 4,3 %.

Une série d'objectifs majeurs de développement économique a également été annoncée lors du rapport de travail. Il s'agit notamment de veiller à ce que le taux de chômage urbain reste inférieur à 5 %, de faire en sorte que le revenu disponible par habitant de Shanghai augmente au même rythme que la croissance économique de la ville, de contenir la hausse des prix à la consommation à environ 3 % et de réserver 3 % du PIB à la protection de l'environnement.

Source : [Shanghai sets GDP goal at over 5.5% at congress - Chinadaily.com.cn](http://Chinadaily.com.cn)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Macroéconomie : la banque Natixis estime le coût de l'épidémie et de la stratégie zéro-Covid à 27 Mds USD pour l'économie hongkongaise**

Selon une estimation réalisée par la banque française Natixis, l'économie de Hong Kong aurait perdu environ 27 Mds USD de croissance potentielle entre 2020 et 2022. Ce chiffre se base sur la différence entre un scénario de croissance moyenne de 2,8 % au cours de ces 3 années, estimée par Natixis en l'absence du Covid, et la croissance réelle observée (-6,5 % en 2020, +6,3 % en 2021 et -3 % attendus en 2022). L'abandon de la stratégie zéro-Covid par la Chine devrait toutefois servir de catalyseur à la croissance hongkongaise en 2023 selon Natixis, qui attend une progression du PIB de 4 % au cours de l'année.

### **Emploi : le Conseil exécutif approuve la première revalorisation du salaire minimum depuis 4 ans**

Le Conseil exécutif a approuvé une augmentation du salaire minimum, qui passera ainsi de 37,5 à 40 HKD (5,1 USD) de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023. Cette augmentation met ainsi fin à 4 années de gel du salaire minimum à Hong Kong, la dernière révision datant du 1<sup>er</sup> mai 2019.

Selon les textes législatifs hongkongais, la Commission sur le salaire minimum doit présenter au *Chief Executive in Council* sa recommandation sur le montant du salaire horaire minimum au moins une fois tous les deux ans.

Près de 90 000 travailleurs hongkongais bénéficieront de cette revalorisation de 6,7 % du salaire minimum. Cette hausse dépasse légèrement l'inflation cumulée de 5,4 % observée depuis la dernière revalorisation du salaire minimum en mai 2019.

Hong Kong a introduit le salaire minimum légal en 2011 afin d'offrir une protection aux employés faiblement rémunérés, fixant alors ce montant à 28 HK\$ de l'heure. Ce montant avait jusqu'en 2021 été augmenté tous les deux ans.

### **Tourisme : les autorités hongkongaises lanceront d'importantes offres promotionnelles après la fin du nouvel an lunaire afin de relancer le tourisme**

Les autorités hongkongaises lanceront une importante campagne de promotion du tourisme à compter du mois prochain. A l'occasion de l'annonce de cette campagne, dont les détails n'ont pas encore été dévoilés précisément, le chef de l'exécutif s'est montré rassurant quant au faible nombre d'arrivées de Chinois du continent au cours des premiers jours ayant suivi la réouverture de la Chine, appelant les acteurs du secteur à patienter jusqu'à la fin du nouvel an lunaire, période généralement associée aux retrouvailles en famille. La nécessité de l'obtention d'un visa par les résidents de Chine continentale souhaitant se rendre à Hong Kong est

également citée comme une des raisons du nombre relativement faible de touristes chinois au cours des premiers jours ayant suivi la réouverture.

Parmi les initiatives qui pourraient être mises en place afin de redynamiser le tourisme local, des « verres de bienvenue » offerts aux touristes dans une centaine de restaurants et bars de la ville, ou encore 500 000 billets d'avion gratuits, pour un montant de 2 Mds HKD (500 M USD), déjà budgétés il y a trois ans et dont les modalités de distribution restent à définir.

### **Finance verte : le gouvernement hongkongais réalise la plus importante émission obligataire verte en Asie à ce jour, levant l'équivalent de 5,75 Mds USD**

La HKMA a annoncé le 5 janvier avoir clôturé une émission obligataire verte en 3 devises, levant au total pour 5,75 Mds USD à travers 8 tranches, dont 4 en dollars US, 2 en euros et 2 en RMB. Il s'agit ainsi, selon le communiqué de la HKM, de l'émission verte la plus importante jamais réalisée en Asie, et de la première émission souveraine verte à travers 3 devises en Asie. Cette émission a été largement sursouscrite (36 Mds USD d'ordres pour 5,75 Mds USD offerts).

La banque française Crédit Agricole CIB, très active sur les émissions vertes du gouvernement hongkongais a une nouvelle fois joué un rôle de premier plan, en tant que Joint Global Coordinator, Joint Lead Manager, Joint Bookrunner et Joint Green Structuring Bank aux côtés de HSBC.

### **Place financière : l'Asian Financial Forum est de retour en format présentiel avec 2 000 participants lors de la première journée**

La 16<sup>ème</sup> édition de l'Asian Financial Forum (AFF) s'est tenue à Hong Kong les 11 et 12 janvier 2023, renouant avec le format présentiel et accueillant près de 2 000 participants sur place, et environ 3 000 de plus en ligne selon les informations communiquées par les organisateurs. Le thème de cette année « accélérer la transition » a permis à près de 160 intervenants de discuter du rôle de Hong Kong, et de leurs institutions respectives dans l'accompagnement des différentes transformations actuellement à l'œuvre : transition écologique, numérique et « inclusivité ».

S'exprimant en ouverture de l'AFF, le chef de l'exécutif John Lee a déclaré que Hong Kong « était de retour » et souhaitait accélérer pour rattraper le temps perdu. Il a souligné les importants progrès menés dans l'optique de la réouverture complète de Hong Kong depuis le sommet financier de novembre dernier, estimant toutefois que cette réouverture, bien que rapide, devait suivre une approche « sure et ordonnée ». Le chef de l'exécutif a également mis en garde contre les risques portant à court terme sur Hong Kong en raison du ralentissement attendu de la croissance mondiale en 2023, qui devrait passer de 3,4 % à 2,7 % cette année selon le FMI.

La nouvelle directrice générale du régulateur hongkongais SFC, Julia Leung, a également pris la parole, au cours du panel sur les sujets réglementaires. Elle a ainsi donné plusieurs détails au sujet des aménagements attendus du cadre réglementaire hongkongais sur les actifs numériques. Ceux-ci devraient permettre aux investisseurs

particuliers d'acheter et vendre des actifs numériques sur des plateformes d'échange en ligne, mais le panel d'actifs disponible à cette clientèle demeurera restreint selon Mme Lung, se limitant aux actifs les plus liquides.

Une consultation publique sera lancée dans cette optique par la SFC au cours du mois prochain, afin de recueillir les avis d'acteurs du marché sur ce projet de réglementation qui devrait entrer en vigueur plus tard dans l'année.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Macao

### **Commerce extérieur : les importations de Macao ont diminué de 8,1 % au cours des onze premiers mois de l'année 2022**

Les importations macanaises ont diminué de 8,1 % (g.a.) à 15,93 Mds USD au cours des onze premiers mois de l'année, dont - 6,1 % pour celles en provenance de l'U.E (5,23 Mds USD). Avec 18,7 % de parts de marché, la France demeure le 1<sup>er</sup> fournisseur européen de Macao (- 5,4 % en g.a à 2,98 Mds USD), devant l'Italie et la Suisse. En novembre, les importations de Macao ont diminué de 16,7 % à 1,62 Md USD. Les importations de parfums, de produits cosmétiques et de bijoux ont respectivement baissé de 56,8 %, 55,8 % et 34,6 %.

### **Tourisme : des billets de bus et de ferry offerts aux résidents hongkongais**

Du 13 janvier au 31 mars 2023, l'Office du tourisme du gouvernement de Macao offrira aux résidents hongkongais qui séjournent au moins une nuit à Macao un billet de bus ou de ferry gratuit pour leur retour à Hong Kong. Depuis le 8 janvier, les voyageurs en provenance de Chine continentale, de Hong Kong et de Taiwan n'ont plus besoin de présenter de test PCR négatif.

5 630 arrivées de visiteurs en provenance de Hong Kong ont été enregistrées le 8 janvier 2023, soit une augmentation de 153,5 % par rapport à la moyenne journalière de 2022.

*Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Taiwan

## Sanctions américaines: Taiwan cherche à participer aux négociations sur les différends commerciaux sino-américains

Suite au dépôt par Pékin en décembre dernier d'une demande de règlement de différend auprès de l'OMC pour tenter d'annuler les contrôles à l'exportation imposés par les États-Unis sur le secteur des semi-conducteurs, le [bureau des négociations commerciales de Taiwan \(Office of Trade negotiations, OTN\)](#) a récemment annoncé avoir déposé de son côté une demande de participation, en tant que tierce partie, aux consultations. Le négociateur commercial en chef, M. John DENG, a indiqué que si Taiwan n'avait pas l'intention d'intervenir dans les discussions sur ce contentieux, elle souhaitait en revanche saisir l'impact de ce différend sur la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs, en raison de sa position sur ce marché, et en tant que partenaire commercial majeur des États-Unis.

## Finance: nouvel accord financier entre la FSC et l'ACPR

Le régulateur financier de Taiwan (FSC) a récemment annoncé la [signature d'un accord, sous forme d'échanges de lettres, en matière de contrôle d'assurance](#) par MM. HUANG Tien-Mu, chairman de la FSC, et François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Cet accord qui vise à compléter la collaboration en matière de contrôle du secteur des services financiers français et taiwanais, couvre notamment les échanges d'informations, l'assistance aux inspections sur place et la coopération en matière de surveillance des établissements transfrontaliers. Les autorités financières françaises et taiwanaises ont déjà signé par le passé divers accords dans ce secteur (valeurs mobilières et contrats à terme en 1994, secteur bancaire en 2006, et Fintech en 2019).

## Climat : Adoption de la loi sur la réponse aux changements climatiques

Suite à l'annonce par la Présidente TSAI Ing-wen en avril 2021, des engagements de Taiwan pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, et un an plus tard de la feuille de route, par le Conseil National de Développement (NDC) pour atteindre ces nouveaux objectifs, le parlement a adopté en ce début d'année [la loi sur la réponse au changement climatique](#). Le Conseil national pour le développement durable du Yuan exécutif sera chargé des plans d'action - évalués tous les quatre ans - en coordination avec les différents ministères concernés. Un mécanisme est prévu pour taxer les entreprises les plus polluantes (acier, semi-conducteurs et ciment...) ainsi que les importations de produits à forte intensité carbone, le montant des revenus collectés alimentera un Fonds spécial consacré à l'environnement.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Mongolie

## **Politique : désignation d'un nouveau ministre de l'Économie**

Le Premier ministre Oyun-Erdene a publié une ordonnance quant à la nomination de Ch. Khurelbaatar comme nouveau vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Développement. Furent également nommés un nouveau ministre de la Santé, un nouveau ministre pour la « revitalisation des ports » et un nouveau ministre pour la « construction et le développement urbain ». Avec ces nouvelles nominations, le Cabinet est désormais le plus important de l'histoire de la Mongolie, avec 22 membres.

## **Exportations : augmentation drastique des exportations du pays en 2022**

En 2022, le volume des échanges de la Mongolie a représenté plus de 21,2 Mds USD soit une augmentation de 32.1 % par rapport à 2021. Le pays a engrangé 12,5 Mds USD pour ses exportations alors qu'il n'en a dépensé que 8,7 Mds USD pour ses importations, soit une balance commerciale en surplus de 3,8 Mds USD. A titre d'exemple, 31,7 M de tonnes de charbon ont été exportées, soit une très forte augmentation en comparaison à 2021.

## **Frontière : réouverture de la frontière avec la Chine**

La Mongolie se prépare à rouvrir ses frontières avec la Chine. Le ministre des affaires étrangères a tenu une conférence de presse à la suite de la réouverture des ports de Zamyn-Ulud et Erenhot, le 8 janvier, à la frontière avec la Chine. Ces ports jouent un rôle central pour le pays, catalysant 80 % des importations de biens à destination de son marché intérieur. Le trafic de passager a lui été ré-autorisé à ouvrir par la Chine le mois dernier, après presque trois années de fermeture.

## **Digital : mise en place d'un plan sur le long terme pour digitaliser l'économie mongole**

919 Mds MNT vont être investis dans le digital d'ici les dix prochaines années. Le ministre du Digital a indiqué son plan d'action lors de la session parlementaire du 6 janvier dernier, voulant ainsi augmenter le déploiement du réseau de fibre optique 4G. L'objectif est également d'introduire, dès cette année, la 5G en Mongolie ainsi que de doter le pays d'un satellite de télécommunication. L'accent a aussi été mis sur la stratégie de cybersécurité avec pour objectif de protéger les infrastructures dites sensibles.

## **Banque : débat pour permettre l'arrivée de banques d'investissements étrangères**

Un projet de loi a été initié en décembre 2016, et est actuellement débattu au Parlement, afin de permettre l'arrivée de banques d'investissements étrangères sur le sol mongole. L'objectif serait de permettre l'établissement de banques étrangères au marché mongole à des fins purement relatives aux investissements, (en accordant des prêts pour le financement de projets d'envergure, en permettant l'émission de garanties de prêt ou encore en permettant la vente et l'achat de titres.)

*Retour au sommaire* ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé

23

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

[baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité